

505 LH66018

422

(1940)

Report du 1er octobre au 1er janvier du point de départ de l'année servant de base au calcul de la gratification

Report du 1er octobre au 1er janvier du point de départ de l'année servant de base au calcul de la gratification

Ordre général n° 31

C.D.	16.	1.40	73bis	XI b.
C.A.	17.	1.40	28	VII
	18.	1.40		

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER**

P

ORDRE GÉNÉRAL N° 31

Paris, le 18 janvier 1940.

Aff.
Del.
Col.

Nm.
42

C.C.P. 42

II

GRATIFICATION DE FIN D'ANNÉE

Le Directeur Général porte à la connaissance du personnel que le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. vient, sur sa proposition, de décider que l'exercice auquel s'applique la gratification de fin d'année s'étendra à l'avenir du 1^{er} janvier au 31 décembre au lieu de s'étendre du 1^{er} octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année en cours.

La gratification continuera d'ailleurs à être payée chaque année à la même époque qu'actuellement.

La gratification afférente à l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1940 sera en conséquence payée à la fin de 1940.

Il reste donc dû aux agents leur gratification pour les trois mois d'octobre à décembre 1939.

Une somme égale au 1/4 de la gratification brute afférente à l'exercice 1938-1939, va être mise immédiatement en paiement.

Les retenues à lui faire supporter pour la Caisse des Retraites et la Caisse de Prévoyance, les majorations qui, dans certains cas, doivent y être ajoutées au titre de l'indemnité spéciale temporaire ou de l'indemnité compensatrice allouée à certains agents des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et enfin les prélèvements fiscaux seront décomptés avec la solde de fin février ou de fin mars.

Les absences portant réduction de la gratification que l'agent aura pu avoir au cours des trois mois d'octobre à décembre 1939 porteront effet sur la gratification de l'exercice 1940; les punitions notifiées au cours de ces mêmes trois mois porteront également effet sur cette gratification.

Le Commissaire Militaire,

PAQUIN.

Le Commissaire Technique,

R. LE BESNERAIS.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 17 janvier 1940

QU. VII - Questions diverses

Mode de calcul des
gratifications.-

p. 28

M. LE PRESIDENT désire soumettre au Conseil une question qui est extrêmement importante pour le personnel, celle du mode de calcul des gratifications.

Il donne lecture de la note suivante de M. LE BESNERAIS :

"Les gratifications de fin d'année sont actuellement calculées en considérant que l'exercice va du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante.

"L'adoption d'un exercice statutaire ne coïncidant pas avec l'année civile présente l'inconvénient d'asseoir le calcul des gratifications sur une période qui englobe la date du 1er janvier à laquelle se placent le plus souvent les modifications intéressant la rémunération du personnel, qu'il s'agisse :

"- soit de modifications individuelles, de nombreuses promotions prenant date au 1er janvier,

"- soit de changements apportés aux barèmes des traitements et indemnités (indemnité spéciale temporaire du 1er janvier 1939, indemnité de trafic du 1er janvier 1940),

"- soit de dispositions fiscales, l'année fiscale concordant pour les impôts directs avec l'année civile à laquelle doivent se référer les déclarations incombant, soit à l'employeur, soit au redevable, et de nombreuses modifications du tarif ou du mode de perception de l'impôt ayant effet à dater du 1er janvier (contribution nationale au taux de 2 % à partir du 1er janvier 1939 - perception à la source de l'impôt cédulaire sur les traitements et de la contribution nationale au taux de 5 % ou de 15 % à dater du 1er janvier 1940).

"C'est également à cause de cette disparité entre l'année statutaire et l'année civile que la S.N.C.F. avait été amenée dans le nouveau projet du Règlement des Retraites à envisager la modification de la disposition des Règlements actuels qui, fondant le calcul de la pension sur le traitement moyen des trois années civiles les plus productives, entraîne l'obligation de ventiler 4 gratifications entre trois années civiles. Cette modification étant même supposée adoptée, il n'en resterait pas moins que les éléments de calcul des pensions de retraite à fournir par les Services de solde seraient plus aisément établis sur la base de l'année civile que sur celle de l'exercice 1er octobre-30 septembre.

"Pour éviter ces discordances, nous proposons d'adopter, à partir du 1er janvier 1940, l'exercice du 1er janvier au 31 décembre pour le calcul des gratifications.

"Si le principe de la réforme était adopté, il y aurait lieu de payer immédiatement aux agents en service le 31 décembre 1939 la part de la gratification afférente à la période du 1er octobre au 31 décembre 1939. Ce paiement aurait lieu suivant les modalités appliquées à l'agent qui quitte la S.N.C.F. au 31 décembre 1939.

"Le montant de la dépense correspondante (85 millions environ) serait imputé dans les dépenses de l'exercice 1939".

M. LE PRESIDENT met aux voix ces propositions, qui sont adoptées à l'unanimité.

16 janvier 1940

Mode de calcul des gratifications

Les gratifications de fin d'année sont actuellement calculées en considérant que l'exercice va du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante.

L'adoption d'un exercice statutaire ne coïncidant pas avec l'année civile présente l'inconvénient d'asseoir le calcul des gratifications sur une période qui englobe la date du 1er janvier à laquelle se placent le plus souvent les modifications intéressant la rémunération du personnel, qu'il s'agisse :

- soit de modifications individuelles, de nombreuses promotions prenant date au 1er janvier ,
- soit de changements apportés aux barèmes des traitements et indemnités (indemnité spéciale temporaire du 1er janvier 1939, indemnité de trafic du 1er janvier 1940),
- soit de dispositions fiscales, l'année fiscale concordant pour les impôts directs avec l'année civile à laquelle doivent se référer les déclarations incombant, soit à l'employeur, soit au redevable, et de nombreuses modifications du tarif ou du mode de perception de l'impôt ayant effet à dater du 1er janvier (contribution nationale au taux de 2 % à partir du 1er janvier 1939 - perception à la source de l'impôt cédulaire sur les traitements et de la contribution nationale au taux de 5 % ou de 15 % à dater du 1er janvier 1940).

C'est également à cause de cette disparité entre l'année statutaire et l'année civile que la S.N.C.F. avait été amenée dans le nouveau projet du Règlement des Retraites, à envisager la modification de la disposition des Règlements actuels, qui, fondant le calcul de la pension sur le traitement moyen des trois années civiles les plus productives, entraîne l'obligation de ventiler 4 gratifications entre trois années civiles. Cette modification étant même supposée adoptée, il n'en resterait pas moins que les éléments de calcul des pensions de retraite à fournir par les Services de solde seraient plus aisément établis sur la base de l'année civile que sur celle de l'exercice 1er octobre-30 septembre.

.....

Pour éviter ces discordances, nous proposons d'adopter à partir du 1er janvier 1940, l'exercice du 1er janvier au 31 décembre pour le calcul des gratifications.

Si le principe de la réforme était adopté, il y aurait lieu de payer immédiatement aux agents en service le 31 décembre 1939 la part de la gratification afférente à la période du 1er octobre au 31 décembre 1939. Ce paiement aurait lieu suivant les modalités appliquées à l'agent qui quitte la S.N.C.F. au 31 décembre 1939.

Le montant de la dépense correspondante (85 millions environ) serait imputé dans les dépenses de l'exercice 1939.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 16 janvier 1940

QU. XI - Questions diversés

b) Mode de calcul des gratifications

P.V. COURT

Le Comité arrête les propositions qui seront soumises au Conseil d'Administration, dans sa séance du 17 janvier.

STENO p. 73bis

M. LE SECRÉTAIRE. - Jusqu'ici, l'année servant de base au calcul des gratifications comprenait la période ^{allant} du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante. Mais cette manière de procéder nous crée chaque année des difficultés et nous en créera de plus en plus, en raison notamment des mesures fiscales nouvelles qui nous obligent à prélever nous-mêmes, sur le traitement des agents, certains impôts dont le point de départ est fixé au 1er janvier. M. FILIPPI m'a suggéré, pour éviter ces difficultés, de faire coïncider la période annuelle, sur laquelle sont ~~xxx~~ calculées les gratifications, avec l'année civile. Sans doute, nous supprimerons, de ce fait, les quelques petites facilités qu'offrait le système antérieur, notamment lorsqu'un agent partait en retraite ou démissionnait au cours du troisième trimestre, ou lorsqu'il tombait malade dans le courant de septembre et que son absence entraînait une réduction de ses gratifications. Mais les commodités que présente la suggestion de M. FILIPPI compensent largement la disparition de ces petits avantages, à laquelle il sera d'ailleurs possible de suppléer par des mesures appropriées.

M. LE PRÉSIDENT. - Nos agents vont être agréablement surpris de toucher dès maintenant la part de gratification correspondant au 4ème trimestre de 1939.

M. FILIPPI.— Cela coûtera à la S.N.C.F. les intérêts de 85 M., mais je crois que la simplification qui en résultera sera appréciable.

M. ARON.— On prolonge en quelque sorte les gratifications de 1939.

M. LE DESHERAIS.— Je propose ~~xxxx~~ de verser immédiatement aux agents la part de gratification correspondant au dernier trimestre de 1939.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ADJOINT.— Comment calculerez-vous cette part de gratification ?

M. LE PRESIDENT.— On donnera à chaque agent le 1/4 de ce qu'il a reçu fin décembre.

M. GRIMPRET.— Il est certain que les errements suivis jusqu'ici paraissaient assez ^{peu} rationnels.

M. LE DESHERAIS.— Ils étaient commodes à certains point de vue, notamment lorsqu'il devait être procédé à une réduction de gratification par mesure ~~de~~ disciplinaire. Lorsqu'un fait répréhensible se produisait en septembre, par exemple, la punition pouvait, après instruction, être appliquée fin novembre. La sanction prenait de ce fait un caractère d'immédiat qu'elle ne pourra plus avoir. Mais ce système présente, à l'heure actuelle, plus d'inconvénients que d'avantages, et il est possible, par ailleurs, ~~de~~ de suppléer par d'autres mesures aux commodités qu'offrait le ~~fixe~~ point de départ antérieur de la gratification.

M. BERTHELOT.— Lors de sa fusion avec le P.O., le Midi s'est aligné sur ce réseau et ^{il a} fixé au 1^{er} octobre le point de départ de la gratification. Mais, antérieurement, il faisait coïncider ce point de départ avec l'année civile.

M. LE PRESIDENT.— Les propositions du Directeur Général sont adoptées.

Mode de calcul des gratifications

Les gratifications de fin d'année sont actuellement calculées en considérant que l'exercice va du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante.

L'adoption d'un exercice statutaire ne coïncidant pas avec l'année civile présente l'inconvénient d'asseoir le calcul des gratifications sur une période qui englobe la date du 1er janvier à laquelle se placent le plus souvent les modifications intéressant la rémunération du personnel, qu'il s'agisse :

- soit de modifications individuelles, de nombreuses promotions prenant date au 1er janvier ,
- soit de changements apportés aux barèmes des traitements et indemnités (indemnité spéciale temporaire du 1er janvier 1939, indemnité de trafic du 1er janvier 1940),
- soit de dispositions fiscales, l'année fiscale concordant pour les impôts directs avec l'année civile à laquelle doivent se référer les déclarations incombant, soit à l'employeur, soit au redevable, et de nombreuses modifications du tarif ou du mode de perception de l'impôt ayant effet à dater du 1er janvier (contribution nationale au taux de 2 % à partir du 1er janvier 1939 - perception à la source de l'impôt cédulaire sur les traitements et de la contribution nationale au taux de 5 % ou de 15 % à dater du 1er janvier 1940).

C'est également à cause de cette disparité entre l'année statutaire et l'année civile que la S.N.C.F. avait été amenée dans le nouveau projet du Règlement des Retraites, à envisager la modification de la disposition des Règlements actuels, qui, fondant le calcul de la pension sur le traitement moyen des trois années civiles les plus productives, entraîne l'obligation de ventiler 4 gratifications entre trois années civiles. Cette modification étant même supposée adoptée, il n'en resterait pas moins que les éléments de calcul des pensions de retraite à fournir par les Services de solde seraient plus aisément établis sur la base de l'année civile que sur celle de l'exercice 1er octobre-30 septembre.

.....

Pour éviter ces discordances, nous proposons d'adopter à partir du 1er janvier 1940, l'exercice du 1er janvier au 31 décembre pour le calcul des gratifications.

Si le principe de la réforme était adopté, il y aurait lieu de payer immédiatement aux agents en service le 31 décembre 1939 la part de la gratification afférente à la période du 1er octobre au 31 décembre 1939. Ce paiement aurait lieu suivant les modalités appliquées à l'agent qui quitte la S.N.C.F. au 31 décembre 1939.

Le montant de la dépense correspondante (85 millions environ) serait imputé dans les dépenses de l'exercice 1939.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.